

Résolution sur la menace de crimes de guerre, la multiplication des violations du droit international humanitaire et la situation des droits de l'homme à El-Obeid (Soudan)

2026/2799(RSP) - 09/07/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 476 voix pour, 28 contre et 96 abstentions, une résolution sur la menace de crimes de guerre, la multiplication des violations du droit international humanitaire et la situation des droits de l'homme à El-Obeid, au Soudan.

Le texte adopté en séance plénière a été déposé par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, The Left et députés.

Pour rappel, le conflit entre les forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (FSR) a dégénéré en la plus grande crise humanitaire au monde, avec plus de 33 millions de personnes, dont 16 millions d'enfants, ayant besoin d'aide et des millions d'autres confrontées à la faim et au déplacement.

Les Forces de soutien rapide (FSR) assiègent El-Obeid et prépareraient une offensive terrestre imminente. Par ailleurs, la communauté internationale met en garde contre le risque d'atrocités de masse à El-Obeid, où 500.000 civils seraient menacés.

Le Parlement a condamné avec la plus grande fermeté les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis au Soudan, en particulier le siège d'El-Obeid par les FSR, et a insisté pour que la communauté internationale empêche la répétition du massacre d'El-Fasher et force les FSR à lever leur siège d'El-Obeid.

À cet égard, les députés ont appelé l'UE à:

- **accroître d'urgence l'aide humanitaire** au Soudan. Ils ont demandé un financement direct pour les cellules de crise et d'autres organisations locales de première ligne;
- se joindre à l'Union africaine et à l'ONU dans les efforts visant à engager les parties belligérantes en faveur d'un **cessez-le-feu** et à soutenir un processus de paix mené par les civils;
- imposer des **sanctions ciblées** aux entités et aux individus responsables de crimes de guerre au Soudan.
- mener des **enquêtes** indépendantes sur les allégations de crimes de guerre.

En outre, la résolution a souligné la nécessité de créer des **couloirs humanitaires** pour assurer les voies d'évacuation civiles et l'accès humanitaire transfrontalier à El-Obeid.

Condamnant toute ingérence extérieure alimentant la guerre, le Parlement a exhorté tous les États, y compris les Émirats arabes unis, à cesser de financer, de fournir des armes ou d'apporter tout autre soutien aux FSR.

Enfin, les députés ont souligné que l'UE devrait ajouter les FSR à sa **liste d'organisations terroristes** et tenir les auteurs de ces actes responsables de leurs actions.

